



Place aux jeunes !

Le PCF présentera plus de 1 000 jeunes candidat(e)s aux municipales et cantonales. Réuni(e)s à Bagnolet, une centaine de ces jeunes candidat(e)s ont travaillé à une charte des droits des jeunes qu'ils défendront dans ces élections locales. p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 845

29 février 2008

prix: 0,70 €



Aux urnes !

Avec les communistes pour battre la droite, gagner des politiques sociales à la hauteur de vos besoins et faire des collectivités locales de gauche, des espaces de résistances et de riposte à gauche !

■ QUEL DÉVELOPPEMENT POUR LE DÉPARTEMENT ?

Les communistes veulent contribuer à un développement économique dynamique et favorable à l'emploi. Ils veulent pouvoir compter sur des infrastructures départementales de qualité. P 3

■ FRÈT SNCF : LA CASSE CONTINUE

Le gouvernement et la SNCF veulent poursuivre une politique de baisse de l'offre ferroviaire. Le PCF et la CGT veulent un grand débat public sur le rôle du ferroviaire dans l'aménagement du territoire. P 5

■ CANDIDATS COMMUNISTES : UNE AMBITION POUR LE DÉPARTEMENT

PAGES CENTRALES

■ MISSILLAC À GAUCHE AVEC MICHEL GUILLET

A quelques semaines de l'élection, Michel Guillet revient sur la construction de la liste et la campagne de la gauche à Missillac. P 7



L'actualité politique...

EN BREF

Le président (de la baisse) du pouvoir d'achat

Le ministre du Budget et de la fonction publique, Eric Woerth a proposé aux syndicats de fonctionnaires une « revalorisation » de 0,8% du point d'indice en 2008. **L'inflation étant de 1,6%, le gouvernement propose donc en réalité, une diminution de 0,8% du pouvoir d'achat des 5 millions de Français qui travaillent dans la fonction publique.** Les syndicats restent mobilisés et assurément, les personnels concernés risquent de s'en souvenir les 9 et 16 mars.

Qui aime bien, châtié peu

435 villes n'ont pas respecté l'objectif fixé par la loi SRU d'aller vers les 20% de logements publics mais seuls 140 constats de carence ont été dressés de 2002 à 2006. De là à imaginer que le pouvoir de droite hésite à sanctionner les maires de droite qui sont généralement les moins enclins à réaliser des logements sociaux, il n'y a qu'un pas.

Le droit de grève

n'est pas à vendre !

C'est pourtant ce que semble croire l'entreprise GT Logistics qui a proposé à ses salariés du site Tarnos (Landes) un "contrat de garantie de permanence de prestation" doté d'une avance de 1 000 euros remboursables en cas de non respect des engagements. **En somme, il s'agit tout simplement d'acheter un engagement à ne pas faire grève alors que les organisations syndicales négocient justement sur les salaires.**

Le paquebot coule

Le FN n'a « plus un rond » en Loire-Atlantique selon son responsable départemental et il est en situation de faillite au niveau national. Résultat, le parti d'extrême droite ne présente pas de listes aux municipales et seulement 7 candidats aux cantonales. **Le déclin du parti populiste est une bonne nouvelle à l'heure où Le Pen vient d'être condamné pour avoir écrit que l'occupation allemande n'avait pas été « particulièrement inhumaine »**

12500 euros de revenus et toujours chômeur ?

« Comment demander à nos concitoyens de faire plus d'efforts alors que certains abusent de la générosité de notre pays ? » voilà une « proposition de résolution » signée par plusieurs députés UMP dont Gérard Gaudron, député-maire d'Aulnay sous bois. Proposition qui vise à accentuer la pression sur les demandeurs d'emplois. **La réponse à la question est en tout cas entre les mains de M Gaudron qui cumule ses indemnités de maire et celles de député en plus de ses allocations Assedic (environ 1500 euros mensuels). Le règlement de l'Assemblée nationale précise pourtant qu'il est formellement interdit aux députés de bénéficier des Assedic. Et pendant ce temps, les radiations continuent pour les privés d'emplois...**

Point de vue

Par Michel RICA

Le Président de la République avait voulu faire des élections cantonales et municipales, un moment politique fort de soutien à sa politique de casse. Il est aujourd'hui obligé de faire marche arrière et avec lui toute la droite du MODEM à l'UMP. Une partie des candidats de ces deux partis, face au désastre annoncé, ont décidé de se présenter camouflés à ces élections sous prétexte que le pouvoir en place n'était pas très porteur en ce début d'année.

La chute de popularité de Nicolas SARKOZY, que nous indiquent les sondages (36% d'opinions favorables) est un véritable indicateur du mécontentement qui grandit dans le pays. Et il y a de quoi.

Les attaques répétées et à marche forcée contre tous les acquis des salariés, des retraités, des jeunes, la casse des services publics, l'augmentation des prix, la baisse du pouvoir d'achat, les démonstrations de force et la répression des forces de l'ordre contre les salariés et les jeunes, nourrissent ce mécontentement.

Alors, le 9 mars, les hommes et les femmes qui vont voter, auront l'occasion de dire qu'ils et elles ne veulent plus de cette politique, de dire à la droite et au MEDEF « Ça suffit », que leur exaspération, leur colère, leurs luttes trouvent un prolongement par le vote communiste aux cantonales et le vote pour les listes de gauche aux municipales.

Nous mesurons à quelques jours du premier tour, un trouble dans l'opinion, l'hyper médiatisation du pouvoir rend moins perceptible l'importance de ces élections locales.

A cela s'ajoute la démagogie venant d'une partie de la droite comme de la gauche, que les départements ne seraient plus un échelon pertinent.

Il nous faut donc nous saisir de cette dernière semaine pour amplifier les rencontres avec les hommes et les femmes et leur faire savoir que dans la moitié du département, ils et elles voteront deux fois. **Il faut aussi leur faire connaître**

« on ne gère pas une ville, une commune rurale, un département de la même manière si on est de droite ou de gauche »



le bilan des élus communistes et républicains, je pense en particulier à nos trois maires, Jean-Louis LE CORRE, Roger DAVID et Marc JUSTY, et le bilan de notre Conseiller général.

Au rôles que jouent dans les majorités comme dans les oppositions, les élus communistes de notre département se présentent avec des propositions bien à gauche, utiles à nos communes et au département parce

que l'on ne gère pas une ville, une commune rurale, un département de la même manière si on est de droite ou de gauche. La défense et le développement des services publics en est un élément majeur.

Alors, dans les jours qui nous séparent du 9 mars, il faut engager à travers le département, un vrai débat politique, discuter avec les collègues de travail, frapper aux portes, rencontrer nos familles, nos amis, nos voisins pour leur dire combien le résultat de ces prochaines élections, va compter pour mettre un coup d'arrêt à la droite et aussi participer à la mobilisation pour construire une perspective politique de gauche crédible dans notre pays.

Campagne en trompe l'œil ?

Alors que les sondages donnent une nouvelle chute importante de popularité pour Sarkozy, la campagne de la droite se fait hésitante. Souvenons-nous des propos du chef de l'Etat lui-même au début de l'année expliquant que le « concept d'élection dépolitisée était absurde ». **La friolité de la droite à assumer sa référence à l'UMP et à Sarkozy n'est sans doute pas étrangère à cette cote de popularité en baisse.**

Le principal intéressé affirme d'ailleurs depuis quelques semaines, ne

plus vouloir se mêler des municipales. « Ce n'est pas mon travail » déclarait-il fin janvier. En clair, les candidat-e-s de la droite n'ont pas besoin de traîner ce « boulet » ni celui de l'UMP d'ailleurs. On s'explique mieux le peu d'empressement de certains ministres et parlementaires de droite à revendiquer l'étiquette. Il ne s'agit pas pour eux de voir leur campagne plombée par le désamour des Français à l'égard de leur président. Quitte à recoller les étiquettes dès le 17 mars ! Ajoutons à cela les opérations, à la mode, d'ouverture voire de camouflage, pratiquées parfois à droite comme à gauche et le tour est joué ! Pas sûr que les gens s'y retrouvent mais peu importe, pourvu qu'on



évitte la défaite. **A moins de 15 jours des élections municipales et cantonales, plus que jamais les communistes portent haut et fort, les valeurs de gauche parce que ce sont bien ces valeurs qui doivent inspirer des politiques locales au service d'une population frappée de plein fouet par l'offensive ultra libérale.**

Les candidat-e-s communistes portent ces valeurs aux élections municipales dans une démarche de rassemblement à gauche sur la base de propositions répondant aux attentes sociales. Ils les portent également aux élections cantonales pour les défendre au Conseil général sur la base d'un engagement clairement anti capitaliste !

De vous à moi...

Haro sur les candidat(e)s communistes du vignoble ! Il faut dire que les communistes ont osé présenter des candidats trentenaires dans les cantons de Vallet et Vertou-Vignoble. C'est ce qui a visiblement ouvert la voie à d'élogieux articles dans la presse locale. Presse Océan (13/02) raillant la « classe biberon du PC » pour présenter le « tandem inexpérimenté » Raynald Guibert (32 ans) et Laetitia Ardil (27 ans) et L'Hebdo du Sèvre et Maine (14/02) qualifiant carrément de « bizut » Pedro Maïa (29 ans). En quoi de jeunes engagés dans leur communes, dans leur entreprise, dans leur université méritent-ils d'être traités de bizuts inexpérimentés ? Assurément ceux là ont été formés à l'école de la lutte, celle d'une jeunesse acculée à la précarité dans une France ravagée par les inégalités sociales. Les communistes ont l'ambition de permettre l'expression des jeunes, de leurs révoltes et de leurs aspirations. Ils en sont fiers ! Et tant pis si, pour cela, il faut faire abstraction de certains papiers. Peut être ne s'agit il là que du travail laborieux de « bizuts », de la « classe biberon », à moins que ce ne soit l'école « radiateur fond de classe » du journalisme local. Nos jeunes candidats seront certainement indulgents, ils connaissent les difficultés rencontrées au travail aujourd'hui.

A.S

VITE LU VITE DIT

Cantonales

Il y aura moins, beaucoup moins de candidats aux cantonales en 2008 qu'en 2001.

133 candidats seulement se lancent dans la campagne pour briguer un mandat de Conseiller général. Ils étaient 183 en 2001 et 172 en 1994.

Avec 28 candidat(e)s, c'est le Parti Communiste Français qui sera le mieux représenté. Viennent ensuite l'UMP avec 18 candidat(e)s, le PS (16), les Verts (14), le MODEM (12), le FN (8) ainsi que 12 candidat(e)s Divers Droite et 8 Divers Gauche.

MODEM

Quand le MODEM se cherche, il se trouve... à droite. Ainsi, l'UMP a retiré au dernier moment sa candidature à La Chapelle sur Erdre pour soutenir le MODEM. Autre exemple, le MODEM soutient l'UMP sortant Jean-Pierre Le Ridant dans le canton de Nantes 6. Au final, MODEM et UMP ne s'opposent que dans 7 cantons sur 30. Visiblement, malgré l'affirmation d'autonomie, le MODEM a du mal à couper le cordon ombilical qui le ramène invariablement à droite.

Transports gratuits ou démagogie ?

Les communistes se sont invités dans la polémique sur les transports nantais dont MODEM et LCR réclament la gratuité. Yann Vince, Président du groupe communiste à Nantes Métropole a rappelé à que l'amélioration de l'offre des transports était une préoccupation constante pour les communistes. Rappelant du même coup que les élus communistes « n'ont eu de cesse de poser la question de leur financement. » exigeant avec détermination « que soit porté à son taux maximum le Versement Transport (VT) » et de constater que ni la LCR ni le MODEM n'étaient à leurs côtés pour porter cette exigence. Pour les élus communistes, poser la question de la gratuité des transports collectifs sans poser celle de leur financement, leur semble démagogique. »

Saint-Nazaire : les candidats PCF avec les salariés en lutte

Yvon Renovat, pour la section de Saint-Nazaire et les candidat(e)s communistes a condamné avec la plus grande fermeté l'intervention des CRS aux chantiers AKER et exigé le retrait des CRS du domaine portuaire. L'occasion pour le candidat d'apporter le soutien des communistes aux salariés en lutte pour leur pouvoir d'achat à Aker Yards comme à Castrorama et dans toute la grande distribution.

■ Développement économique et infrastructures : des exigences pour le 21^e siècle

Les enjeux d'aménagement du territoire, d'infrastructures sont au cœur des débats des élections municipales et cantonales. Les élus communistes, dans toutes les instances où ils siègent, ont toujours défendu une politique de développement et d'aménagement au service des populations. Les candidat-e-s communistes, dans les communes, les intercommunalités, les cantons portent des valeurs de solidarité, de justice sociale, des propositions fortes pour répondre aux attentes sociales et environnementales. C'est pourquoi, ils défendent plusieurs projets d'infrastructures importants pour l'avenir de notre territoire, pour l'avenir des populations qui vivent et travaillent dans ce que beaucoup appellent aujourd'hui « l'aire urbaine de Nantes » ou encore « la métropole Nantes/Saint-Nazaire ».

Pour les communistes, la défense de l'emploi industriel, de la construction navale, des activités aéronautiques et portuaires en particulier, doit conduire le département, les intercommunalités et les communes à jouer tout leur rôle, en particulier pour assu-



rer la pérennité de ses activités mais également en assurant le développement en favorisant de nouvelles implantations. **C'est ainsi que l'exigence de nouvelles installations portuaires (Donges Est et Chevire) doit être portée par les élus de gauche. Il en va du maintien de la diversification d'emplois durables, qualifiés et correctement rémunérés dans un contexte marqué par l'extension des activités tertiaires avec les conséquences que cela induit**

parfois, en terme de précarité.

De la même façon, les candidat-e-s communistes portent l'idée qu'il ne saurait être de développement durable sans une activité économique soutenue impliquant des infrastructures conséquentes en matière d'équipements. Ainsi, ils défendent le transfert du futur aéroport international de Nantes à Notre Dame des Landes, comme condition du développement économique de la grande région Ouest mais également, comme exigence au

regard des contraintes urbaines et environnementales du site actuel de Nantes Atlantique. Ce transfert implique une politique ambitieuse en matière de desserte, en particulier ferroviaire, avec la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant, ou de franchissement du fleuve en amont de Saint-Nazaire. **Pour les candidat-e-s communistes, penser l'aménagement du territoire, c'est d'abord penser emploi, habitat, déplacements, services publics et donc infrastructures.**

■ Emploi / formation en Loire-Atlantique : des résultats mitigés

A l'heure où, pour favoriser les créations d'emplois la droite propose plus de flexibilité et de précarité, d'autres réponses s'imposent.

Dans son enquête annuelle sur les « besoins de main-d'œuvre », l'ASSEDIC prévoit près de 80 000 intentions d'embauches dans la région dont 40 % en Loire-Atlantique. La plupart de ces futurs emplois (51,3%) seront concentrés dans le secteur des services dont le dynamisme compense bien souvent la destruction d'emplois dans l'industrie. Parallèlement à ce besoin de main-d'œuvre, de plus en plus de sociétés sont en difficultés dans notre région. Les procédures pour redressement judiciaire ou liquidation ont augmenté de 7,4% par rapport à 2006. La situation est particulièrement difficile pour les jeunes PME dont l'accès au crédit est de plus en plus compliqué, alors que de l'autre côté, de grandes entreprises ultra bénéficiaires se voient accorder

des exonérations ou des baisses de cotisations patronales. Il faut, dès lors, réorienter et contrôler les fonds publics accordés souvent à mauvais escient, à des sociétés qui n'hésitent pas à licencier ou à délocaliser. Plutôt que de favoriser l'émiettement du travail comme solution miracle à la création d'emploi, il paraît plus qu'urgent de responsabiliser les entreprises. **La mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et la formation rassemblant tout les acteurs du secteur (salariés, syndicats, élus...) devrait permettre de mobiliser l'argent autrement.** Ce n'est qu'en contraignant les entreprises à investir dans la recherche, à offrir des emplois pérennes plutôt que de faire le jeu des actionnaires que nous résoudrons à long terme le problème de l'emploi. Aussi, la manne financière récupérée en exonération permettrait de financer la formation et ainsi, garantir la sécurité des parcours professionnels.

■ Le projet des communistes pour Nantes Métropole



Les 19 chefs de file(1) des candidat-e-s présent-e-s par le PCF aux municipales dans l'agglomération nantaise, ont affirmé que « **Nantes Métropole est un territoire pertinent pour coordonner les politiques publiques et répondre ainsi plus activement aux besoins de déplacements, de logements, d'emploi...** ». Cela exige selon eux, de créer les outils d'une démocratie active et continue pour s'inscrire dans une intercommunalité de projets communs.

Ils ont montré l'utilité des élu-e-s communistes sortants qui ont œuvré par exemple à ce que la taxation des entreprises (Versement Transport et Taxe Professionnelle) soit fixée au maximum légal de leur taux. Ils ont obtenu que l'on sorte du Programme Local de l'Habitat les logements intermédiaires qui ne sont pas à loyer modéré. Ils ont enfin été les défenseurs résolus d'un aménagement

équilibré du territoire favorisant le développement économique.

S'appuyant sur cette expérience, dans un contexte de désengagements succes-

sifs de l'Etat, ils ont insisté sur la nécessité d'ancrer véritablement Nantes Métropole à gauche en faisant plusieurs propositions :

La pérennisation des emplois industriels et la mise en place d'un outil mesurant l'efficacité des politiques d'insertion...

La modulation de la Dotation de Solidarité versée aux communes pour toutes celles qui ne respectent pas la loi SRU leur imposant les 20% de logements sociaux et la mise en place d'un outil foncier commun aux différents acteurs institutionnels L'engagement résolu dans les grands projets structurants (la ligne Nantes/Châteaubriant, l'utilisation de l'étoile ferroviaire), le développement des lignes en site propre en maintenant une desserte de proximité

(1) 24 communes constituent Nantes Métropole.

Le dossier.

Audace et renouvellement au PCF

1 000 jeunes candidats pour les municipales et les cantonales

Samedi 16 février se déroulait à Bobigny (Seine-Saint-Denis) une conférence de presse à l'initiative du Mouvement des Jeunes Communistes de France. Accompagnés notamment de

pagne du plus d'un millier de jeunes candidats présentés par le PCF aux élections locales. Avec pour ambition que les politiques communales et départementales prennent une place

en parallèle avec un nouveau développement du secteur public. Exemple avec le Contrat de Réussite Solidaire mis en place à Bobigny qui accompagne les jeunes balbyniens dans la réussite

Alors que certains se satisferaient de la disparition d'une force de transformation sociale comme le PCF, la place que ces jeunes prennent dans la campagne montre combien il existe encore un fort vivier militant chez les communistes.

Marie George Buffet, de Catherine Peyge, maire de Bobigny et d'Hervé Bramy, président du Conseil général du 93, une centaine de jeunes candidats étaient là pour présenter leur charte des droits des jeunes avant d'aller à la rencontre de jeunes balbyniens. **Cette charte se veut être un des principaux outils de cam-**

plus importante dans l'accompagnement de la réussite des jeunes. Emploi, éducation, logement, santé, transports, culture, loisirs, etc. Nombreuses sont les questions sur lesquelles les collectivités peuvent contribuer à créer de nouveaux droits pour les jeunes. Une création de nouveaux droits qu'ils veulent voir mise

de leur projet de vie en mettant à leur service des moyens financiers mais aussi humains. Un dispositif conçu autour de l'idée que la réussite de chaque jeune est partie prenante de l'intérêt général. **Mais ne nous y trompons pas. Ces jeunes candidats et futurs jeunes élus ne se veulent pas qu'être les**



représentants d'une catégorie de citoyens. Y compris si cette catégorie a été fortement ciblée par les politiques libérales ces dernières années. Ces jeunes sont issus d'une génération qui a beaucoup lutté ces dernières années et qui a

participé à plusieurs victoires comme le retrait du CPE ou la victoire du NON au référendum.

Et ils veulent apporter un souffle de fraîcheur et de rébellion dans les institutions comme dans l'ensemble des espaces politiques.

Alors que certains se satisferaient de la disparition d'une force de transformation sociale comme le PCF, la place que ces jeunes prennent dans la campagne montre combien il existe encore un fort vivier militant chez les communistes.



Cédric Clérin
Secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes

NLA: Les communistes présentent plus de 1000 jeunes candidats aux municipales et aux cantonales, est-ce le signe

d'un renouvellement de l'engagement politique?

Cédric Clérin: Depuis les manifs anti Le Pen en 2002, une sorte de déclic s'est opérée. L'engagement de nombreux jeunes à ce moment là, s'est prolongé dans les luttes contre la guerre, les réformes de la Fac et

du lycée ou le CPE. Les révoltes de 2005 ont aussi permis, une prise de conscience que les choses ne pouvaient pas continuer et paradoxalement que peut être la politique pouvait changer les choses. Enfin, l'avènement d'une droite clairement libérale et très offensive autour de Sarkozy et la violence avec laquelle il attaque la jeunesse, est aussi un facteur de réaction et d'engagement. **La conscience d'être face à un système cohérent, grandit petit à petit alors que les engagements associatifs ou locaux avaient pris le pas sur l'engagement politique.**

L'aggravation de la situation des jeunes et la précarité n'y sont pas non plus étrangers. L'engagement politique local répond d'ailleurs à cette double dimension.

NLA: Une des propositions phares est la charte des droits des jeunes. Quelles peuvent être ces concrétisations dans les politiques locales ?

C.Clérin: Cette charte se veut un cadre global qui fixe des ambitions à partir des besoins des jeunes pour sécuriser les parcours de vie. Cela est possible en étendant au maximum la sphère publique. Par exemple, développer le logement social et y réserver une part aux jeunes, permet de les sortir de la logique marchande précarisante. C'est aussi valable pour les questions de santé, d'emploi, de transports... Les politiques envers les jeunes dépendent bien sûr de la taille des

collectivités, des rapports de forces politiques etc. En tout cas, ces propositions ont un objectif clair : changer la vie des jeunes et changer ainsi toute la société.

« Nos propositions ont un objectif clair : changer la vie des jeunes et changer ainsi toute la société »

Ils ont dit :



Vera Oerder, 21 ans
Candidate suppléante sur le canton de Ligné
J'ai adhéré à la JC entre la victoire du NON au référendum et celle du retrait du CPE, deux batailles où la jeunesse a été très présente. Malgré cela, Sarkozy a été élu en 2007 et avec lui la situation des jeunes

« Poursuivre mon engagement pour changer la vie des jeunes »

n'est pas prête de s'améliorer. Au contraire. Il faut donc se battre pour que les villes et le département, aient des politiques qui aident les jeunes et les étudiants à ne pas subir leur vie mais à la réussir. Construire des logements sociaux avec une partie destinée aux jeunes, des centres de santé, contribuer à la gratuité des études... beaucoup de choses peuvent être faites. Pour cela, il faut qu'il y ait, des élus de gauche et fiers de l'être, pour porter ces projets.



Pédro Maia, 29 ans
Coordinateur départemental du Mouvement Jeunes Communistes, Candidat sur le canton de Vertou Vignoble

Cela fait plus de 17 ans que j'habite dans ce canton rural et j'ai vu beaucoup de gens qui s'y sont installés, et particulièrement des jeunes. Pourtant peu de choses ont été faites pour accompagner cette arrivée massive. Par exemple, alors que 70% des salariés du canton travaillent dans l'agglomération nantaise, il n'y a pas de véritables liaisons régulières de transports en commun.

« Un développement des territoires, solidaire »

Pourtant, ce territoire ne manque pas d'atouts pour se développer, notamment à travers le tourisme. Créer des emplois en même temps que développer des services publics dans des domaines comme le logement ou la petite enfance, permettraient que des jeunes puissent s'installer dans de bonnes conditions. C'est un des enjeux de la victoire de la gauche dans ce canton.

Les Nouvelles

de Loire Atlantique



Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

HORS SÉRIE
"Municipales
& Cantonales
2008
en Loire-Atlantique"
Supplément gratuit
au N° 845 février 2008

Fiers d'être à gauche !

Marc JUSTY, président de l'association départementale des élus communistes et républicains de Loire Atlantique.



Il est de bon ton, aujourd'hui, dans les salons de dire que le Parti Communiste est aux abois, que le 9 et le 16 mars, il s'agirait seulement pour lui de sauver les meubles. Ceux qui colportent de telles rumeurs ne sont pas innocents. On les retrouve souvent

le pays. Je comprends que cela fasse grincer des dents à certains si j'en juge par ce qui se passe à Saint-Malo de Guersac, à Pornichet où le maire socialiste accueille sur sa liste l'ex maire UDF de Besné, à Saint-Sébastien où les étiquettes partisans volent au gré des conférences de presse... Partout, nos candidat-e-s sont à l'offensive, et se battent bec et ongles pour faire vivre la gauche. Dans notre département, sans parler des communes où le maire sortant est communiste, ni de celles où, dans l'union, nous faisons vivre nos idées et entendre les revendications populaires, dans cinq communes - Besné, Le Croisic, Missillac, Le Pallet et Vertou - **les communistes qui conduisent des listes de large rassemblement, ne sont pas là pour faire de la figuration.** A Vertou, où l'accord à gauche n'a pu être conclu, Michel GOUTY qui présente une liste où l'on compte de très nombreux animateurs de luttes qui ont marqué le paysage vertavien durant les sept années écoulées, pourrait créer quelques surprises... « Fiers d'être à gauche » proclament les affiches de nos candidat-e-s aux élections cantonales car, pour nous, la droite et la gauche ce

n'est pas une simple répartition des sièges dans un hémicycle, comme aimerait nous le faire croire François Bayrou. Il n'y a rien de commun entre Jean Louis Le Corre et Sabine Mahé qui se battent pour faire de Trignac une ville pour tous, pour faire entrer dans la vie le droit au logement opposable, et le maire de La Baule qui rêve de construire des gentilhommières avec garage pour jet privé au pied de son aérodrome et qui veut continuer de faire de sa ville un ghetto à grandes fortunes! C'est bien parce que notre adversaire c'est la droite et que nous voulons résolument lui faire mordre la poussière que nous disons haut et fort que confrontée aux immenses défis de notre époque, la gauche ne convaincra pas avec un vague discours gestionnaire teinté d'un peu de social. Elle gagnera quand, à l'écoute des revendications populaires, elle redeviendra sociale, rebelle, solidaire et démocratique, porteuse d'espoir et d'avenir. **A Nantes comme dans le plus petit village de la Creuse, chaque candidat-e communiste et républicain aux municipales et aux cantonales se bat, porteur de cette exigence pour aujourd'hui et pour demain.**

à patauger dans les eaux troubles de « l'ouverture » à la mode Sarkozy ou à tenter de brouiller les repères en s'alliant avec le MODEM. **Avec 13 000 élus dans le pays (140 en Loire-Atlantique), 743 mairies (3 en Loire-Atlantique) réparties sur 89 départements, la présidence de deux Conseils généraux, notre Parti dispose du troisième réseau d'élus dans**

■ Des batailles à mener à gauche...



Dans un contexte marqué par des désengagements successifs de l'Etat, le département, comme toutes les collectivités territoriales, est confronté à un accroissement du nombre de ses missions. Pour autant, le département reste un échelon territorial de proximité pertinent. Le Conseil général peut être un lieu de résistance aux politiques nationales de la droite et un outil pour apporter des

réponses aux aspirations sociales. Compte tenu de ses compétences étendues en matière sociale et d'infrastructures, les communistes considèrent que la gauche a la responsabilité d'y développer des politiques offensives à partir des valeurs de solidarité et de justice sociale qui sont les siennes. Les candidat-e-s communistes aux élections cantonales se réfèrent à ces valeurs et portent des propositions au cœur des attentes des habitants.

Le logement doit être un droit pour tous ! Le département peut jouer un rôle offensif, en complémentarité avec les autres collectivités locales pour développer en particulier une offre de logement social répondant à l'attente des 11 000 personnes en situation de faire valoir leur droit au logement opposable.

Le département peut promouvoir **un développement équilibré**, volontariste, prenant appui sur les atouts de ses industries (navale, aéronautique...), de son agriculture pour créer et pérenniser des emplois qualifiés et correctement rémunérés.

Valoriser les atouts départementaux et régionaux ainsi que la diversité des territoires passe par une amélioration des infrastructures nécessaires à leur développement. De nouveaux quais pour le port, de nouvelles lignes ferroviaires, un nouveau franchissement de la Loire et un nouvel aéroport international sont à cet égard des outils incontournables.

Les responsabilités accrues du département en matière **d'action sociale et de solidarité** impliquent de conforter les politiques de prévention sanitaire pour faire face à l'urgence sociale et aux besoins des personnes âgées ou handicapées.

Comme tous les échelons territoriaux, le département peut être un acteur essentiel pour **relever le défi écologique** en particulier dans la lutte contre le réchauffement climatique ou dans la lutte pour la préservation des ressources naturelles. La maîtrise publique de biens comme l'eau ou l'énergie doit être un enjeu de réflexion territoriale.

Contribuer à la réussite éducative dans une situation d'affaiblissement des moyens consacrés par l'Etat, implique une politique audacieuse de la part du département. Il en est ainsi des plans de modernisation des collèges et du renouvellement des équipements informatiques et sportifs. Enfin, pour combattre les inégalités, le département peut agir en faveur de la gratuité scolaire et de l'accès de tous aux transports ainsi qu'aux pratiques culturelles et sportives.

■ Face à la droite, l'action doit se poursuivre jusque dans les urnes

Jour après jour, la politique de Sarkozy et de ses amis frappe les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes. Mesure après mesure, aucun pan de la vie et du quotidien de ceux qui vivent de leur travail n'est épargné. Les acquis sont attaqués sans relâche, le pouvoir d'achat ne permet plus à une grande partie des gens de boucler normalement leur fin de mois, se loger devient un luxe... Dans le même temps l'argent s'étale sans pudeur à la une de l'actualité. L'exemple de la Société Générale avec ses 5 milliards d'euros engloutis dans de sombres manœuvres financières n'est « que la goutte d'eau médiatique » d'une société où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. On nous annonce sans retenues sept milliards de profits pour la BNP Paribas, une dizaine pour Total, les salaires et avantages divers des « grands patrons » auraient progressé l'an dernier de quelque 40%...

Le discours de Sarkozy nous répète pourtant que les caisses sont vides, qu'il faut se serrer la ceinture, alors que l'étalage de l'argent n'a jamais été aussi indécemment.

La droite et le patronat veulent nous imposer les franchises médicales particulièrement injustes pour les plus défavorisés, les 35 heures sont mises en miettes, le pouvoir d'achat est laminé par une inflation galopante, l'université est l'objet d'attaques frontales, les services publics sont, dans beaucoup de secteurs, réduits à leur plus simple expression et ne peuvent répondre notamment dans le milieu rural à leur fonction. Les retraites, l'hôpital public, la sécurité sociale sont à l'ordre du jour de la grande braderie



sarkozienne pour le second semestre 2008.

Le Parti Communiste Français et les candidats qu'il présente aux élections municipales et cantonales du 9 mars ne sont pas des spectateurs sans voix face à cette politique. Ils sont de ceux qui, quotidiennement s'engagent dans le combat contre cette politique d'austérité salariale et du tout libéralisme. Avec le mouvement social, dans les rues, mais également dans tous les lieux où les décisions se prennent, ils agissent. Dans les Conseils généraux ou les Conseils municipaux ou les Conseils régionaux, ils font entendre votre voix, ils participent à la riposte nécessaire et oeuvrent pour que s'ouvrent de nouvelles perspectives politiques, sociales et économiques dans notre pays. Les résultats des scrutins du 9 mars prochain sont importants, ils doivent poursuivre votre action au quotidien, ils peuvent être également un coup d'arrêt face aux prétentions de la droite et du MEDEF.

Cantonales 2008.

Candidat(e)s présenté(e)s par



Bouaye/Rezé Sud

Candidat : Dominique LUCAS

43 ans, syndicaliste, employé territorial

Suppléante : Géraldine DESMONCEAUX

39 ans, fonctionnaire territoriale, conseillère municipale de Brains

Bourgneuf-en-Retz

Candidat : Jean BARRE

62 ans, syndicaliste retraité, militant associatif

Suppléante : Virginie BELLAMY

30 ans, employée de vie scolaire, militante associative



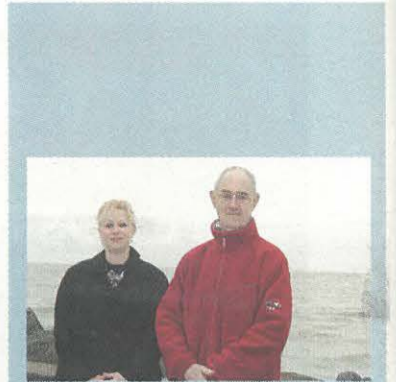
Châteaubriant

Candidat : Yves Blais

56 ans, conseiller pédagogique, secrétaire d'une association de chômeurs, maire adjoint de Saint Vincent des landes.

Suppléante : Muriel FAROUX

53 ans, ouvrière de fonderie



Guérande

Candidat : Serge BARON

53 ans, Retraité amiante de la construction navale, militant associatif

Suppléante : Marie LAMBERT

55 ans, institutrice à la retraite



La Chapelle sur Erdre

Candidat : Bernard BIGEARD

Employé bancaire retraité, syndicaliste

Suppléante : Josette BOURSICOT

Retraîtée France Telecom, conseillère municipale de La Chapelle sur Erdre



Le Croisic

Candidat : Pierre LE BERCHE

68 ans, retraité de l'Éducation nationale, maire honoraire de Batz sur mer

Suppléante : Monique DESLANDES VAUCANT

59 ans, retraitée de la fonction publique territoriale



Le Pellerin

Candidate : Claudine MOREL

49 ans, assistante sociale, militante associative et syndicale

Suppléant : Gilles LEMERDY

44 ans, chargé de développement associatif



Legé

Candidat : Patrick CHEBANIER

53 ans, électricien hospitalier, syndicaliste, militant associatif

Suppléante : Joëlle FROUIN

54 ans, aide à domicile



Ligné

Candidat : Patrice CHAPEAU

42 ans, éducateur technique

Suppléante : Véra OERDER

21 ans, étudiante



Machecoul

Candidat : Daniel FROUIN

52 ans, retraité SNCF, syndicaliste

Suppléante : Françoise GODARD

52 ans, employée, syndicaliste



Moisson la Rivière

Candidate : Martine BOULLAY

45 ans, Salariée EDF

Suppléant : Roland FEUVRAIS

Instituteur à la retraite



Montoir de Bretagne

Candidat : Roger DAVID

Maire de Saint Malo de Guersac, Vice Président de la Carene

Suppléante : Françoise LASTENNET

Conseillère municipale de Montoir de Bretagne



Nantes 4

Candidate : Martine RITZ

49 ans, costumière, intermittente du spectacle, syndicaliste

Suppléant : Didier POTIRON

42 ans, responsable d'exploitation d'autocars



Nantes 6

Candidat : Aymeric SEASSAU

30 ans, rédacteur territorial, secrétaire de la section de Nantes du PCF

Suppléante : Catherine GRAVOILLE

56 ans, directrice de l'école maternelle J. Prévert au Breil Malville



le Parti Communiste Français



Nantes 10 / Saint-Sébastien
Candidate : Marie Annick BENATRE
53 ans, chargée de mission
Suppléant : Pierre CHAMPEAU
66 ans, cadre SNCF retraité



Pontchâteau
Candidat : Marc JUSTY
65 ans, Maire de Saint-Joachim, Vice Président de la CARENE, Vice Président du Parc Régional Naturel de Brière
Suppléante : Claudie ROLLIN
56 ans, en recherche d'emploi, militante féministe, Pontchâteau



Saint Gildas des Bois
Candidate : Marie Christine DELAHAIE
54 ans, enseignante
Suppléant : Jean DUPLA
64 ans, retraité



Saint Julien de Vouvantes
Candidat : Paul RABEL
63 ans, militant syndical, retraité de la métallurgie
Suppléante : Sylvie DESPORTES
44 ans, en recherche d'emploi



Saint Nazaire Ouest
Candidat : Yvon RENEVOT
36 ans, enseignant, secrétaire de la section de Saint Nazaire du PCF
Suppléante : Anyvonne MANDIN
54 ans, employée CE Airbus



Saint-Père-en-Retz
Candidat : Michel BOUTET
54 ans, employé de mairie
Suppléante : Sabrina LANGEL
36 ans, mère au foyer



Vertou Vignoble
Candidat : Pedro MAIA
29 ans, coordinateur départemental du mouvement Jeunes Communistes
Suppléante : Fabienne CAILLAUD
41 ans, contrôleur SNCF, syndicaliste

Nantes 8
Candidat : Paul ROBERT
54 ans, chercheur à l'INRA
Suppléante : Delphine BOUFFENIE
35 ans, agent administratif, adjointe au maire de Nantes



Nozay
Candidat : Marc PACAUD
38 ans, agent territorial, syndicaliste
Suppléante : Claudine JACOTIN
56 ans, employée territoriale



Rezé / Bouguenais
Candidat : Yann VINCE
54 ans, cadre territorial, adjoint au maire de Rezé
Suppléante : Mounira DAUD
36 ans, chargée de gestion, militante d'une association de lutte contre les discriminations



Saint-Herblain Ouest
Candidat : Serge PLISSONNEAU
58 ans, syndicaliste, adjoint au maire de Saint-Herblain
Suppléante : Sandrine FLEURIMONT
42 ans, mère au foyer



Saint Nazaire Centre
Candidate : Catherine ROUGE
54 ans, enseignante
Suppléant : André FADDA
47 ans, soudeur, syndicaliste construction navale



Saint Nicolas de Redon
Candidate : Roseline PERCEVAULT
Salariée de la restauration
Suppléant : Fernand BRETON
Retraité



Vallet
Candidat : Raynald GUIBERT
32 ans, employé territorial, syndicaliste
Suppléante : Laetitia ARDIL
26 ans, étudiante



Le sens d'un engagement.

Les élu(e)s communistes en Loire-Atlantique

L'ancrage des élu(e)s communistes dans notre département est indéniable. Forts d'un travail au plus près des attentes populaires : à l'offensive contre les expulsions locatives (comme l'atteste le combat de Jean-Louis Le Corre), pour la défense des services publics, ou encore en faveur d'une véritable politique sociale, ils portent des combats crédibles et utiles aux populations de nos territoires.

Présents dans toutes les institutions où ils peuvent faire bouger les choses, les élu(e)s communistes y portent leurs convictions et y font vivre leurs engagements.

En Loire-Atlantique le PCF compte :

- 3 Conseillers régionaux
- 1 Conseiller général
- 3 Maires & 1 apparentée
- 120 Conseillers municipaux
- 8 Elu(e)s à Nantes Métropole
- 14 Elu(e)s à la CARENE
- 6 Elu(e)s au parc régional de Brière

Municipales

Pour les prochaines élections municipales c'est **plus de 200 candidats communistes qui seront présents sur des listes de rassemblement à gauche.**

8 listes de rassemblement seront menées par des candidats communistes :

- à Besné
- au Croisic
- à Missillac
- au Pallet
- à Saint-Joachim
- à Saint-Malo-de-Guersac
- à Trignac
- et à Vertou

Cantoniales

Des candidat(e)s seront présent(e)s par le PCF dans 28 cantons renouvelables. Suite à un accord départemental, le PS et le MRC soutiendront le candidat communiste dans les cantons de Montoir de Bretagne et Legé, le PCF soutiendra le candidat socialiste à Nantes 2 et Saint Mars la Jaille.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la publication :
Aymeric SEASSAU

Commission paritaire :
N°0310 1 86504

Imprimerie : IMPRAM Lanion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :
Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes

44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00

Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

■ Sabine Mahé

1^{ère} Adjointe sortante au Maire de Trignac, tête de la liste d'union de la gauche à Trignac.



Le maire de Trignac a pris des arrêtés anti-précarité, je continuerai ce combat durant le prochain mandat

mettre à tous l'accès aux loisirs, à la culture, aux services avec l'ambition permanente de s'attaquer aux inégalités, voilà le fil conducteur de l'action des élus communistes.

Le gouvernement s'attaque au droit au chômage, à l'accès à la santé et à la protection sociale alors que de trop nombreuses familles connaissent aujourd'hui des situations de précarité. Dans les communes, les élu(e)s doivent s'engager à leur côté pour combattre ces politiques injustes. A gauche, il y a besoin de choix courageux pour faire reculer l'exclusion et la précarité. Avec le soutien des élus et de la population, le maire de Trignac a pris des arrêtés anti-précarité. Je continuerai ce combat durant le prochain mandat avec mon équipe municipale. Per-

■ Yvon Renevot

Enseignant, candidat sur le canton de Saint-Nazaire Ouest.



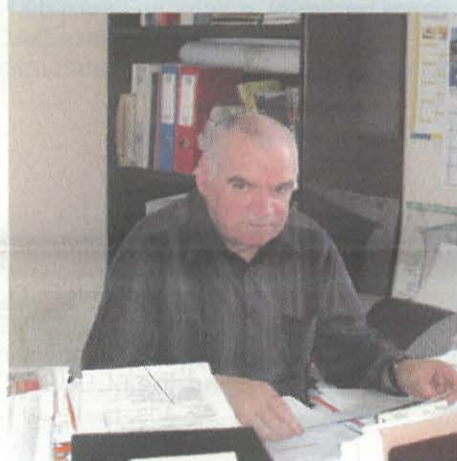
Nous soutenons les salariés du port en lutte, tout comme les salariés de la construction navale et aéronautique.

développer la formation, l'emploi stable et correctement rémunéré. Le Conseil général doit par exemple soutenir l'extension du port à Donges Est et mettre en place un comité départemental pour l'emploi et la formation permettant notamment un contrôle strict des fonds publics versés aux entreprises.

Dans mon canton, la construction navale et l'activité portuaire représentent des milliers d'emplois. Les récentes opérations capitalistes aux Chantiers et la menace de privatisation des activités de maintenance sur le port inquiètent les salariés concernés et au-delà, tous les habitants concernés par le bassin d'emploi nazairien. Naturellement, nous soutenons les salariés du port en lutte, tout comme les salariés de la construction navale et aéronautique. Mais au-delà, le rôle des communistes et de leurs élus est de proposer et d'agir pour

■ Roger David

Maire de Saint-Malo-de-Guersac, vice-président de la CARENE, candidat du rassemblement de la gauche sur le canton de Montoir de Bretagne, avec le soutien de la majorité départementale.



Alors que les luttes se développent, le gouvernement reste sourd aux exigences populaires. Les salariés doivent pouvoir compter sur des élus déterminés à leurs côtés dans les luttes comme dans les institutions. Au

conseil général, je serai de ceux là. Mais l'élection cantonale est une élection départementale et le score réalisé par les candidats communistes dans tout le département va compter. Le bulletin de vote communiste est à la disposition de toutes celles et tous ceux qui souhaitent sanctionner clairement la politique de casse sociale du pouvoir de droite. C'est le bulletin utile pour porter l'exigence d'une gauche de combat, résolument au service du monde du travail et du pouvoir d'achat populaire, une gauche fidèle à ses valeurs de solidarité et de justice sociale. Une victoire de la gauche

avec un vote communiste renforcé permettrait de redonner espoir dans la riposte nécessaire face à Sarkozy et de faire des collectivités locales des espaces de résistance et de construction.

Une victoire de la gauche avec un vote communiste renforcé permettrait de redonner espoir dans la riposte nécessaire face à Sarkozy et de faire des collectivités locales des espaces de résistance.

■ Martine RITZ

Intermittente du spectacle, candidate sur le canton de Nantes 4.



Il faut répondre aux grands défis contemporains de la démocratisation de la culture.

développement des pratiques artistiques amateurs et l'organisation d'échanges entre professionnels et public, dans tous les domaines : littérature, musique, arts plastiques, arts vivants, arts visuels...

L'accès à la culture pour tous constitue le socle fondamental d'une politique culturelle progressiste. Il ne peut se construire qu'en parallèle à une offre culturelle diversifiée et à un fort degré d'exigence démocratique. Il s'agit aussi de répondre aux grands défis contemporains de la démocratisation de la culture, avec, par exemple, l'accès de tous au numérique... L'ouverture à de nouveaux publics, notamment issus des quartiers populaires, doit se construire sur le long terme et être régulièrement évaluée et approfondie. La démocratisation culturelle passe également par le

■ Raymond LANNUZEL

Adjoint au Maire de Nantes, Vice président de Nantes Métropole, chef de file des communistes sur la liste Nantes & Plus.



Pour les communistes, l'eau n'est pas une marchandise comme les autres.

alimentation équitable des populations. C'est ainsi que les élus communistes, dans toutes les collectivités, intercommunalités où ils siègent, défendent l'idée d'un véritable service public de l'eau. Dans l'agglomération nantaise, les élus communistes ont largement contribué à étendre la maîtrise publique du cycle de l'eau (exploitation, distribution), ainsi que la définition d'un prix unique de l'eau sur tout le territoire.

Agir pour défendre et développer les services publics est une constante de l'activité des communistes et de leurs élus. Il en est ainsi par exemple de l'eau. Pour les communistes, l'eau n'est pas une marchandise comme les autres. La maîtrise publique de sa gestion est la condition d'une

PRENONS NOTE...

En lutte

Le 6 février : manifestation pour la défense d'emplois d'assistants de vie scolaire dans l'éducation nationale.

Le 12 février : des salariés de la CNAM, de la sous direction de l'accès à la nationalité française de Rezé se sont retrouvés pour défendre leur emploi.

Pour de meilleurs salaires : journée de mobilisation chez Trelleborg de Carquefou le 4 février, le 12 février : c'étaient les salariés de la société SNEF de Loire-Atlantique. Le 14 février, c'était au tour des salariés Aker-Yards qui ont reconduit leur action avec les travailleurs sous-traitants le 20 février.

Le 21 février : nuit de mobilisation unitaire pour le logement d'urgence et pour l'accessibilité au logement social.

Le 15 mars : manifestation pour l'arrêt des expulsions sans relogement.

Le 29 mars : manifestation interprofessionnelle pour défendre les retraites et la protection sociale.

Mobilisation historique

Grève et manifestation sans précédent des salariés de l'audiovisuel public contre la suppression de la publicité sur les chaînes et radios publiques.

Caste qui s'enrichit

Les trois quarts des patrons des 135 plus grandes sociétés françaises, ont vu leurs rémunérations **augmenter de 40% en 2007**. Les salaires de base ont augmenté de 12%, les stock-options de 48% et les bonus ont fait un bond substantiel.

Pas les mêmes fins de mois

1/70 : c'est le rapport entre la rémunération du salarié français moyen et celle d'un PDG moyen du CAC 40.

Record battu

10,36 milliards de dollars, c'est le bénéfice enregistré par Arcelor Mittal en 2007 soit **+30%** en 2007, 4,1 milliards, Total engrange 13 milliards de profits, Renault : 2,7 milliards d'euros, Unilever : 4,1 milliards d'euros...

Pendant ce temps là : **notre pouvoir d'achat aurait progressé d'environ 3,3% en moyenne.**



Aumône

L'augmentation de 1% de l'indice du revenu des fonctionnaires coûterait 800 millions.

Droits à l'IVG

Sarkozy parle de Dieu, Boutin est ministre et la cour de cassation décide que tout fœtus peut être déclaré à l'état-civil ! **Ne laissons pas les courants réactionnaires ou l'église reprendre la main !**

Sur les rails

Après la liste des 63 Conseils de prud'hommes supprimés sur 271, **publiée au journal officiel** de novembre, voici deux décrets sur la suppression des 201 tribunaux de grande instance ou d'instance et de 55 tribunaux de commerce.

L'heure est à l'action

Dans cette période pré-électorale : la bataille pour le maintien du plateau technique de l'Hôpital d'Ancenis dérange !

L'UL CGT et les communistes d'Ancenis ont engagé la mobilisation de la population et l'interpellation des élus sur le risque de suppression du bloc opératoire, de la chirurgie et à terme de la maternité de l'hôpital F. Robert.

Le dernier schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) proposait de ne pas retenir l'hôpital d'Ancenis comme « territoire de santé ». Ce qui veut dire en clair que l'établissement était proposé pour n'avoir qu'une seule compétence « personnes âgées et prise en charge médico-sociale ». La publication de la **nouvelle carte hospitalière** devrait le concrétiser. Roselyne Bachelot a déclaré tout dernièrement que cette carte était pour l'instant encore à l'étude et, qu'elle serait publiée avant l'été. Mensonge! Sans doute pour ne pas gêner les petits copains dans leurs campagnes électorales!

Ce document est prêt puisque le journal l'Humanité a sorti le 7 février dernier en avant première, une carte de France en pointant toutes les villes dans lesquelles un hôpital va voir son bloc opératoire ou/et sa maternité fermer.

Ancenis est sur la liste !

Malheureusement la situation « in situ » n'est pas en faveur d'un démenti ! Le directeur intérimaire en place, avec l'approbation du Maire, Président du CA de l'hôpital, est un spécialiste de la gestion des établissements de longs séjours et maison de retraite ! Dans l'hôpital, les constructions neuves en cours montrant la vitalité des projets du CH sont uniquement pour les personnes âgées !

Pour le SCANNER réclamé très justement à cor et à cri par les médecins, refus du ministère !

Les statistiques d'activité sont inférieures aux quotas exigés par le ministère (760 accouchements alors qu'il en faudrait 1 000, 3 000 actes chirurgicaux pour un quota obligatoire de 4 000 actes).

Nous avons tous les éléments montrant la volonté délibérée de transformer l'hôpital F. Robert en super maison de retraite sans rien dire à la population avec la complicité des élus de droite en place, réduisant d'autant l'offre de soins.

Les besoins de santé de 70 000 habitants seraient ignorés, bafoués sur l'hôtel de la rentabilité : **c'est un immense gâchis d'argent public annoncé !!**

Une pétition circule dans la population et nous attendons les réactions et les actions des élus Monsieur Tobie, Maire d'Ancenis, s'est contenté de créer un comité de vigilance ! Mais devant l'urgence de la situation, l'heure n'est plus à la circonspection, mais à l'action

Yolande Bachelier

Le FRET ferroviaire reste en Plan !



De PLAN en PLAN, la part modale du fret à la SNCF continue de chuter.

Depuis 2003, annonce du 1er plan de redressement de FRET SNCF, on constate une perte de 11,2% des trafics, dont la plus grande partie au profit de la saturation routière. La stratégie actuelle vise à remettre en cause le caractère intégré de l'entreprise en séparant par branche, les activités : Voyageurs grandes lignes, TER, Fret et la gestion de l'Infrastructure (pour le Compte de RFF). En commençant par le FRET, dans le cadre de la libre concurrence prônée par la commission Européenne, la SNCF a ainsi participé à la mise sur route, de camions supplémentaires (équivalant à 300 000 en 2007).

Cette stratégie est contraire au Grenelle de l'environnement rempli de bonnes intentions, ainsi qu'au livre vert de la commission européenne parlant de l'organisation des transports ferroviaires du fret.

Cette stratégie du gouvernement actionnaire unique et de l'entreprise, participe à la baisse de l'offre ferroviaire par un budget en recherche de rentabilité

financière au détriment de la satisfaction des besoins de transports, des impératifs d'aménagement du territoire et de la préservation de l'environnement.

Elle fait aussi de l'emploi interne la variable d'ajustement pour un équilibre financier (moins 1700 emplois prévus en 2008), remettant aussi en cause les règles de travail pour les adapter à la concurrence.

Le PCF, mais aussi les organisations syndicales dont la CGT (42% aux dernières élections du Conseil d'Administration du 05/02/2008), pose le principe d'un Grand Débat public sur le rôle des transports dans l'aménagement du territoire, du respect de l'environnement, du développement de l'infrastructure et du matériel et d'une stratégie de l'offre ferroviaire dans des règles strictes assurant la sécurité des transports.

Le rôle et la place de l'Etat et de son entreprise la SNCF est primordiale dans l'organisation d'un service public Fret de qualité, nécessaire à l'organisation industrielle de notre pays.

Jean Jacques MOREAU

Le logement et le Conseil général

Le droit au logement pour tous doit être une priorité.

Sa mise en œuvre relève d'abord de la responsabilité de l'Etat avec l'instauration de dispositifs nationaux pour répondre à cet objectif. Et, l'on peut dire que les crédits alloués à la mission « Ville et logement » pour 2008 est en deçà des enjeux.

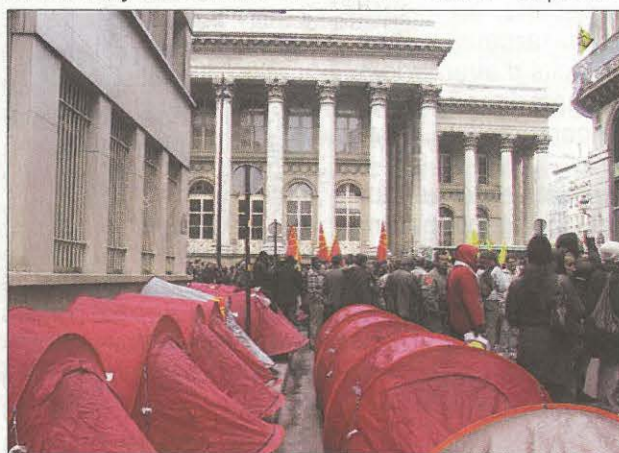
Que la loi reconnaisse le logement comme un droit opposable devant les tribunaux est une bonne chose. Mais, comment rendre

effectif ce droit s'il n'y a ni assez de logements ni les financements nécessaires à leur construction ? Le préfet de LA a mis en place la commission de médiation pour la mise en œuvre de ce droit. Jean-Louis LE CORRE, Conseiller général communiste, y est membre.

Mais, c'est ce même préfet qui a fait annuler par décision de justice, les arrêtés anti-expulsion que Jean-Louis a pris. Cette loi ne risque t'elle pas d'être comme la loi SRU qui impose les 20% de logements sociaux et qui n'est toujours pas respectée. Dans notre départe-

ment, 11000 personnes pourraient prétendre au droit au logement opposable, alors qu'en même temps, plus de 32 000 demandes de logements sociaux restent en suspens.

Le rôle du Conseil général de gauche, dans cette situation, est donc renforcé et devra montrer une réelle ambition caractérisée par des actions fortes. Le soutien des programmes de construction des communes, de l'OPAC et des organismes HLM, doit participer à la construction de plus 2 200 logements sociaux par an dans notre département et permettre ainsi à chacun d'accéder à un logement décent et à un logement modéré.



Evénements, culture, idées.

1968-2008

Fièvre éditoriale pour les 40 ans de 1968

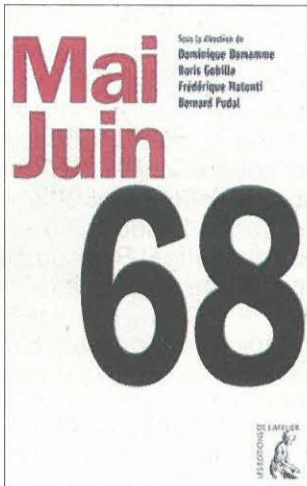
Al'approche des 40 ans de Mai-Juin 1968, une grande activité éditoriale se fait jour. Mobilisant parfois clichés et poncifs, elle comprend aussi fort heureusement un premier choix d'ouvrages collectifs qui cherchent à redonner à l'événement, toute sa complexité, l'épaisseur de ses enjeux et ses perspectives.

Concernant : « **Faut-il liquider l'esprit de 1968 ?** », un entretien de D.Cohn-Bendit avec S.Paoli et J.Viard, l'éditeur pourtant réputé sérieux (Ed. de l'Aube), n'hésite pas à affirmer : « ce livre sera « le » livre de la commémoration de Mai 68 » ! « *Et si, au fond, c'était la plus belle des révolutions, celle qui n'a été que culturelle, sans mort, sans victime ? Juste des idées et des désirs* ». Autour de son auteur principal, « Dany le Rouge », c'est un livre de souvenirs à trois, avec un journaliste (S.Paoli) pigiste en 1968, et un sociologue (J.Viard) à l'époque lycéen engagé qui vécut les années post-68 à la campagne. Heureusement, plusieurs livres collectifs s'annoncent, qui sortent de ces sentiers par trop rebattus. C'est d'abord « **Mai-Juin 68** » (Dir. B.Pudal, B.Gobille, F.Matonti, D.Damamme. Ed. de l'Atelier) qui propose de sortir des clichés pour aller vers une connaissance approfondie de ce qui fut l'un des grands moments du XXe siècle.

Pour la première fois à cette échelle, 29 chercheurs, historiens, politologues, sociologues, révèlent l'ampleur du changement cristallisé par le conflit de mai et juin 1968 en France. Ils repèrent d'abord les craquements qui l'ont précédé et l'expliquent en partie : démocratisation de l'école, crise de l'université, des institutions religieuses et politiques, des méthodes patronales... Ils dévoilent ensuite l'ébranlement inédit que provoqua cette révolte multiforme : dans les rues, les usines, sur les campus, chez les artistes, jusque dans les partis de droite... Loin de l'image folklorisée du monôme étudiant, cet ouvrage met en lumière le rôle moteur d'une aspiration toujours vive : prendre la parole et transformer sa vie hors des limites assignées par les divers pouvoirs.

Mais on ne peut ainsi comprendre ce « moment 68 » sans examiner la longue séquence historique dans laquelle il s'inscrit, de la fin de la guerre d'Algérie en 1962 à l'élection de François Mitterrand en 1981, de la révolution cubaine à la révolution iranienne. Un autre ouvrage collectif « **68, une histoire collective (1962-1981)** » (P.Arrières, M.Zancarini-Fournel, Ed. La Découverte) invite ensuite, pour la première fois à parcourir l'histoire de ces vingt années qui ont transformé la société

française. Il rend accessible des travaux de recherche historique, novateurs ainsi que l'exploitation de nombreuses sources inédites (archives des



organisations politiques et syndicales, de la police, fonds privés, etc.). Le lecteur découvre ainsi que la question sociale – les grèves ouvrières, mais aussi les luttes des femmes et des immigrés – occupe une place aussi centrale que la mobilisation des étudiants, et que le monde rural et les villes de province participent autant, sinon plus, que Paris à l'effervescence du pays. 68 constitue avant tout le plus puissant mouvement de grèves ouvrières que la France n'ait jamais connu, qui ouvre une phase décennale de contestation dans les usines. C'est cette séquence d'insubordination ouvrière que X.Vigna, maître de conférences à l'Université de Bourgogne, retrace, quant à lui, dans une

étude pionnière qui s'appuie sur des archives inédites « **L'insubordination ouvrière dans les années 68 : Essai d'histoire politique des usines** » (Presses universitaires de Rennes, 2007). En croisant tracts, rapports de police et films militants, ce livre analyse d'abord l'événement qui constitue les grèves de mai-juin 1968, bien au-delà de la seule scène parisienne souvent réduite à la "forteresse de Billancourt", et en montre le caractère inaugural. Dès lors, l'insubordination perdure et se traduit par de multiples illégalités. La parole ouvrière qui la nourrit, conteste l'ensemble de l'organisation du travail. Relayée selon des modalités complexes par les organisations syndicales et les groupes d'extrême-gauche, cette insubordination échoue pourtant face à la crise économique. Ainsi, les années post-68 constituent également une séquence ouvrière, dont cet essai d'histoire politique des usines, entend restituer l'ampleur.

Livre à rebours des discours convenus sur "Mai 68", avec une histoire ouvrière qui se confronte à la sociologie du travail d'alors, il renouvelle largement notre connaissance d'une période ardente et cruciale dont il sera difficile « d'en finir ».

LIRE

L'info-pouvoir

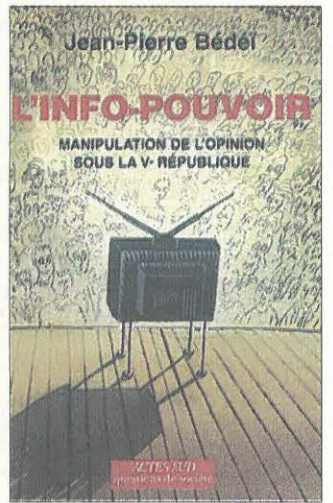
et ses manipulations de l'opinion

Vis-à-vis des médias, le pouvoir politique exerce sa puissance en pesant sur l'opinion à travers trois types de perversions : l'information contrôlée, l'information dissimulée, l'information manipulée. Ces trois catégories constituent chacune des trois parties de cet ouvrage. Journaliste politique et éditorialiste au bureau parisien de la Dépêche du Midi, l'auteur aide à mieux comprendre l'origine et la nature de la politique - spectacle d'aujourd'hui.

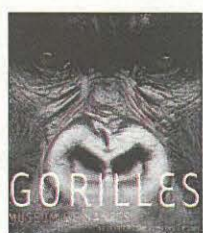
L'information contrôlée est principalement symptomatique de la période gaulliste, bien qu'aucun des régimes suivants n'y ait renoncé. L'information contrôlée est celle qui cherche à dissimuler la vérité au nom de la raison d'Etat. A titres d'exemples, l'auteur examine les maladies des présidents de la République, G.Pompidou et F.Mitterrand ; les conséquences de Tchernobyl et la tragédie d'Ouvéa, il y a 20 ans déjà.

Avec l'information manipulée, on en arrive au développement des plans de communication, à l'influence croissante des sondages sur les électeurs, et à l'émergence d'une nouvelle génération de responsables politiques qui, à l'instar de N.Sarkozy et de S.Royal, sont des « enfants de la télé ». L'aboutissement de cette évolution ? "L'info-pouvoir", dont l'actuel président de la République est à la fois l'acteur et le symbole. Pour écrire ce livre, l'auteur a utilisé une partie des archives de l'ex-ministère de l'Information, des confidences de personnalités politiques de premier plan, celles d'hommes et de femmes qui "font" l'information, et des interviews de ceux qui la relaient. Se dévoile ainsi l'évolution à long terme d'une relation dangereuse entre le pouvoir et l'info.

L'info-pouvoir : Manipulation de l'opinion sous la V^e République J.-Bédéli, Ed. Actes Sud (février 2008), Coll. Questions de Société, 327 p., 17 €.



VOIR...



Gare aux Gorilles au Muséum de Nantes

Pendant un an, le Muséum de Nantes présente "Gorilles", une exposition qui vise à dévoiler l'identité de ces animaux étonnants. Gorilles secrets, au regard

pensif, triste, menaçants ou farceurs... Les légendes africaines et les récits d'aventuriers ont fait d'eux des êtres terrifiants, inspirant des œuvres telles que « King Kong » ou « La planète des singes ».

Par une scénographie interactive, le visiteur découvre progressivement la véritable nature des gorilles, ces proches cousins de l'homme, habitants des forêts africaines, animaux à la vie sociale développée, mais aussi une espèce en grand danger de disparition.

Rens. 02 40 99 26 20. Tarif: 4 €, réduit 2,40 €, en plus du droit d'entrée au Musée.

MÉDIAS

L'opinion et Sarkozy : limites d'un décrochage.

Les vagues de février des baromètres de CSA et BVA, avec une baisse de 6 points de la confiance présidentielle, indiquent que la cote du Président connaît un "effet toboggan".

Pour BVA, Nicolas Sarkozy perd 9 points et chute à 36% d'opinions positives. En trois mois, il a perdu 19 points de bonnes

opinions et "gagné" 10 points de mauvaises opinions, à 58%, soit un différentiel de 22 points.

Il s'agit d'un niveau d'impopularité rare pour un chef de l'Etat, souligne BVA. Ce ne fut le cas que de F.Mitterrand après trois ans de mandat (36% de bonnes opinions contre 54%) en 1984 et de J.Chirac (36% contre 56%), en octobre 1995.

Pour CSA, ce sont les actifs qui sont essentiellement en retrait (-10 points avec 37% de confiance) : les classes populaires comme moyennes (-8 points : 37% et -13

points : 33%).

Le populisme affiché auprès des ouvriers d'Arcelor-Mittal n'empêche pas le recul de 13 points dans les familles ouvrières, un temps, socle fort du sarkozysme. L'affichage du mariage de Sarkozy et ses annonces en faveur des retraités, semblent cependant enrayer le recul à droite et chez les plus âgées.

Le Premier ministre, F.Fillon, en progressant lui de 5 points, voit pour la première fois sa confiance dépasser celle du Président en se hissant à 47% (contre

36%). Bien que coresponsable de la politique présidentielle, il semble que son style soit apprécié pour inciter le Président à plus de tempérance, de discrétion sur sa vie privée, de respect et de tenue à l'égard de sa fonction.

Fillon n'est certes pas un substitut à Sarkozy. Mais il remplit un rôle d'émissaire, preuve manifeste que le lien entre le pays et le Président est loin d'être rompu, une « rupture » loin d'être assurée, même à la veille des toutes prochaines élections locales.

En campagne

Canton de Montoir

Roger DAVID, la gauche rassemblée

Les militants intensifient leur campagne de rencontre avec en main, un 8 pages contenant les appels à voter de plus de 400 personnes qui veulent faire reculer la droite et avec, Roger DAVID et Françoise LASTENNET, faire progresser la gauche rassemblée et fidèle à ses valeurs. Dernières réunions publiques : **Donges**, jeudi 28 février, 18 heures, salle n° 2, Maison des associations, **Saint-Malo de Guersac**, mardi 4 mars, 18 heures, salle des Fêtes.

Le Croisic

Quel avenir pour la criée ?

L'avenir de la criée est un des enjeux des municipales même si la droite a tout fait pour éviter d'aborder le sujet. Pour Patrick HAMON, tête de liste de « Le Croisic Solidarités », maintenir la criée « cela impose de se prononcer clairement sur le maintien des 30 bateaux côtiers qui assurent une grande partie de l'activité ». En fait, le candidat n'est pas dupe. « Si le rapport de force n'est pas là au soir du 16 mars, une décision sera prise et, à mon avis sans concertation ou très peu avec les professionnels ».

Vertou Vignoble



Une porte après l'autre

« Notre campagne des cantonales, avec Fabienne, nous avons décidé de la faire au porte à porte » explique Pedro MAIA. Avec Fabienne CAILLEAU, sa colistière et six autres camarades, s'ont « déjà fait » Saint-Fiacre et Château-Thébaud « sans rater une porte ». La Haie Fouassière est maintenant bien entamée. « Nous avons un très bon accueil. Les gens sont surpris. Le mécontentement est général mais la plupart découvrent que le 9 mars, ils devront voter deux fois ! Avec les manœuvres des uns et des autres et les rapprochements contre nature, beaucoup ne savent plus quoi faire. Pourtant, quand ils recevront les professions de foi, il y a fort à parier qu'ils se rappelleront de notre visite car nous sommes les seuls à être entrés chez eux. »

L'invité

« Il fallait un déclic communiste »

Au départ, je n'étais pas partant pour ces élections. Je désirais vraiment mettre fin à mes activités d'élu, prendre un peu de recul, laisser la place à d'autres... **Après réflexion, sur la sollicitation pressante des camarades, pour que la gauche existe à Missillac, je me suis à nouveau lancé dans l'aventure. Ils avaient raison : je ne parlais pas de rien. 7 ans de mandat d'élu, il faut savoir affûter ses arguments quand, face à la droite locale, on est seul à faire entendre la voix des habitants dans un Conseil municipal où ne siègent que deux élus d'opposition !** Et puis, il y a ces batailles menées avec les gens : La Poste que nous avons gardée en centre ville, le collectif de défense des services publics, les mobilisations pour l'école publique (11 classes à Françoise Dolto dont six dans des préfabriqués et un maire qui prévoit une extension pour... 2012 !), la bataille sur la redevance des ordures ménagères, les manifestations pour défendre l'emploi aux Chantiers, la victoire contre le CPE... Il faut du temps pour obtenir la confiance des habitants... Je doutais vraiment de mes capacités à monter une liste et je pensais que mon étiquette politique aurait créé des difficultés pour rassembler. Les choses se sont passées différemment, j'en ai été le premier surpris. Autour de ma candidature, s'est créée toute une dynamique. Des hommes et des femmes de sensibilités de gauche et de progrès, des hommes et des femmes désireux de relever leurs manches pour leur commune, attendaient un déclic. Quand je travaille avec eux aujourd'hui, je me dis que mon expérience militante a été un atout indispensable pour conduire une telle opération. Savoir écouter, valoriser la réflexion collective, comprendre les hésitations, les craintes des uns et des autres, faire confiance, accepter de « perdre du temps » pour construire vraiment ensemble, accepter nos différences mais donner une orientation, faire vivre les engagements dans la durée. Ils sont nombreux celles et ceux qui deviennent des militants en marchant au contact de la population, dans nos rencontres publiques. Christophe, la quarantaine, qui avait hésité à me suivre, me dit : « Aujourd'hui je ne regrette pas de m'être engagé, j'apprends beaucoup de choses, je découvre Missillac, les problèmes à travers les gens, avec les personnes de la liste ». Toute cette mobilisation m'étonne. Au début, je me disais que ce serait bien de bousculer la droite, dans son fief, aujourd'hui, je me dis qu'il ne faudrait plus grand-chose pour la faire tomber !



Michel Guillet
tête de liste d'union
de la gauche à Missillac

L'activité

■ Saint-Nazaire

Christian Saulnier : « Le logement social est la marque de fabrique des élus communistes ».

Lors du dernier Conseil municipal de Saint-Nazaire, Christian SAULNIER est intervenu avec force à propos du logement social. Au représentant de Lutte Ouvrière qui doutait de l'effort de la municipalité dans ce domaine et de l'apport original des communistes sur ce dossier, le Président du groupe a rappelé que la communauté d'agglomération s'était engagée à construire 20 000 logements d'ici 13 ans avec, au minimum, 4 000 logements sociaux. « Sur le territoire de La CARENE, même les maires de droite réalisent du logement social » a remarqué Christian SAULNIER citant l'exemple de Besné. « A titre de comparaison, la commune de Missillac, voisine, ne compte pas 3% de logements sociaux sur son territoire. « Quant aux maires de la Presqu'île, ils préfèrent payer des amendes plutôt que de respecter les 20% imposés par la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain ! » Le fait que la commission habitat de la CARENE soit présidée par Jean-Louis LE CORRE n'est sans doute pas pour rien dans cette orientation. « Le logement social est la marque de fabrique des élus communistes » a conclu l'élu. On chercherait en vain « la marque de fabrique » des élus de LO !

■ Saint-Malo de Guersac

La salle des sports inaugurée

Avec l'inauguration de la nouvelle salle des sports, samedi 17 février, la commune se dote d'un superbe équipement qui servira aux associations sportives, aux scolaires et à l'animation sportive départementale. « **Lentement mais sûrement, notre collectivité se dote d'équipements de qualité** » a remarqué le Maire. « **Bien entendu, nous ne serons jamais arrivés au terme des besoins qui évoluent sans cesse** » a noté Roger DAVID qui assure avoir entendu la demande « **des footballeurs qui souhaiteraient pratiquer leur sport sur une surface plus conviviale** ». Pour gérer le nouvel équipement et la salle polyvalente voisine, un poste de gardiennage a été créé et un logement de fonction construit. « **Cela permettra de sécuriser les différents équipements proches comme les écoles, le restaurant scolaire, l'espace du temps libre et la future médiathèque dont l'ouverture est prévue à la rentrée de septembre** ».



■ Saint-Joachim

La nouvelle résidence va ouvrir ses portes



Le 22 février dernier, les résidents et leurs familles ont pu visiter la chambre témoin du nouveau bâtiment qui reliera bientôt les deux ailes de la Résidence Elsa TRIOLET. Prévue pour le 1er avril prochain, la livraison du nouveau bâtiment « **marquera un tournant dans l'histoire du foyer logement de Saint-Joachim** » remarque Véronique MAHE, maire adjointe déléguée aux personnes âgées. « **En optant pour la construction d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.), le Centre communal d'action sociale de Saint-Joachim a pris une décision volontariste en matière d'action sociale et de gestion des personnes âgées en particulier** » précise le maire, Marc JUSTY. Avec ses 42 chambres, toutes équipées de salle de bain, des espaces de vie spacieux et lumineux, une salle de restaurant agrandie et rénovée et sa cuisine centrale flambant neuve, Elsa TRIOLET fait peau neuve. En terme d'accueil, elle offrira, dès son ouverture, une unité de soins spécialisés, dédiée aux personnes désorientées ou atteintes de la maladie d'Alzheimer. Mais les travaux ne sont pas terminés : l'aile nord du bâtiment existant depuis le début des années 70 sera rénovée, puis son aile sud sera démolie quand, les résidents auront investi les nouveaux locaux. L'achèvement complet des travaux est prévu pour début 2009.

133 candidats aux cantonales en Loire-Atlantique

Canton de Bouaye

Gérard Allard, PS, candidat sortant
Alain Bernard, DVD
Didier Queraud, VERTS
Dominique Lucas, PC

Canton de Bourgneuf-en-Retz

Jean-Raymond Audion, UMP, candidat sortant
Olivia L'Honore, PS
Jean Barre, PC
François Loquais, SE
Marguerite Lussaud, FN

Canton de La-Chapelle-sur-Erdre

Hervé Bocher, PS, candidat sortant
Geneviève Lebouteux, SOL ECO
Jean-Louis Roger, MODEM
Bernard Bigeard, PC

Canton de Châteaubriant

Pascal Bioret, PS
Bernard Douaud, DVD
Yves Blais, PC
Jean-Claude Kerhir, FN

Canton du Croisic

Christian Canonne, UMP, candidat sortant
Adeline L'Honen, PS
Pierre Le Berche, PC
Yves Laine, SE
Philippe Romillat, REGIONALISTES

Canton de Guérande

René Leroux, PS, candidat sortant
Valérie Froux, MODEM
Serge Baron, PC
Jean-Louis Delhumeau, SE

Canton de Legé

Claude Naud, SE, candidat sortant
David Chauvin, UMP
Jean-Luc Bonneau, DVD
Patrick Chebanier, PC

Canton de Ligné

Maurice Perrion, MODEM, candidat sortant
Luc Dupont, UDB
Patrice Chapeau, PC
Eric Thomas, PS
Anne-Lyse Thomine, VERTS
Monique Durand, FN

Canton de Machecoul

Rogatien Foucher, MODEM, candidat

sortant

Jean-François Vinet, UMP
Jean Charrier, SE
Daniel Frouin, PC
Bertrand Caron, VERTS

Canton de Moisdon-la-Rivière

Jean Masse, DVD, candidat sortant
Martine Boullay, PC
Daniel Durand, DVG

Canton de Nantes-2

Michelle Meunier, PS, candidat sortant
François de Chanterac, CNI
Thomas Beliard, UMP

Canton de Nantes-4

Loïc Le Masne, UMP, candidat sortant
Sarah Trichet-Allaire, VERTS
Martine Ritz, PC
Franck Meyer, MODEM
Elisabeth Lefranc, PS

Canton de Nantes-6

Jean-Pierre Le Ridant, UMP, candidat sortant
Pascale Scilbo, PS
Aymeric Seassau, PC

Canton de Nantes-8

Michel Menard, PS, candidat sortant
Guillaume Richard, UMP
Paul Robert, PC
Ronan Dantec, VERTS
Didier Dupuis, MODEM

Canton de Nantes-10

Joël Guerriau, SE, candidat sortant
Danielle Simon, VERTS
Marie-Annick Benâtre, PC

Canton de Nozay

Gilles Philippot, DVG, candidat sortant
Jean-Pierre Lebreton, DVD
Marc Pacaud, PC

Canton du Pellerin

Daniel Morisson, PS, candidat sortant
Xavier Coupry, UMP
Jean-Bernard Champain, MODEM
Claudine Morel, PC
Rémi Le Seac'h, REGIONALISTES
Clotilde Sers, VERTS

Canton de Pontchâteau

Bernard Clouet, DVD, candidat sortant
Gabriel Chauviré, PS

Georges Sourget, DVD
Marc Justy, PC

Canton de Saint-Gildas-des-Bois

André Trillard, UMP, candidat sortant
Claude Gabillard, PS
Marie-Christine Delahaie, PC

Canton de Saint-Julien-de-Vouvantes

Jean Poulain, DVG, candidat sortant
Nathalie Roynard, REGIONALISTES
Paul Rabel, PC

Canton de Saint-Mars-la-Jaille

Yves Ripoche, SE
Robert Diat, UMP
Jean-Daniel Lecaillon, DVD
Jean-Yves Ploteau, DVG

Canton de Saint-Nicolas-de-Redon

Yvon Mahe, DVG, candidat sortant
Pascal Roger, UMP
Roseline Percevault, PC

Canton de Saint-Père-en-Retz

Pierre Olivier, UMP, candidat sortant
Rémi Hamon, DVD
Michel Morineau, DVD
Marie-Jeanne Bazin, VERTS
Michel Boutet, PC
Frédéric Thetiot, ADSAV

Canton de Vallet

Paul Dalon, UMP
Raynald Guibert, PC
Hervé Leca, FN
Alain Brevet, VERTS
René Baron, DVG

Canton de Montoir-de-Bretagne

Damien Perrotin, REGIONALISTES
Josseline Prive Saint-Lanne, DVG
François Billet, VERTS
Jean-Pierre Guiheux, DVD
Anne-Sophie Guibert, FN
Roger David, PC



Canton de Rezé

Françoise Verchère, DVG, candidat sortant
Pierre Even, UDB
Christelle Pottier-Chopin, VERTS
Yann Vince, PC
Michel Bailly, UMP
Michèle Johan, MODEM
Oriane Borja, FN

Canton de Saint-Nazaire-Ouest

Jean-Louis Garnier, UMP PR
Charles Hervy, MODEM
Franck Tirmans, FN
Yvon Renevot, PC
Gilles Denigot, VERTS

Canton de Saint-Herblain-Ouest-Indre

Mireille Martin, PS, candidat sortant
Pierre Trequier, VERTS
Serge Plissonneau, PC
Louis-Armand de Bejarry, FN
Emmanuel Citte, MODEM

Canton de Saint-Nazaire-Centre

Gérard Mauduit, PS, candidat sortant
Maud Durandet-Cascino, UMP
Kévin Izorce, MODEM
Catherine Rouge, PC

Canton de Vertou-Vignoble

Jean-Claude Daubise, UMP, candidat sortant
Freddy Joulain, REGIONALISTES
Pedro Maia, PC
Gérard Martin, VERTS
Eric Zadworny, MODEM

■ Les portuaires en lutte appellent à voter communiste.

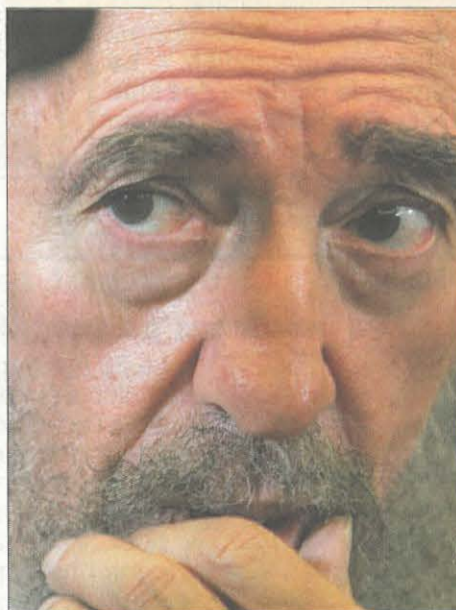
Pour s'opposer à la réforme des Ports et défendre les statuts et la fonction portuaire publique, des dizaines de portuaires ont signé un appel à voter pour Yvon RENEVOT (Saint-Nazaire Ouest), Catherine ROUGE (Saint-Nazaire Centre) et Roger DAVID (Montoir de Bretagne)

Le texte précise que **ce sont les seuls candidats de ces cantons « Qui se prononcent clairement et agissent pour le développement portuaire et le projet Donges Est »** et « Qui s'opposent à la réforme des ports et à la politique de Sarkozy-Fillon-Borloo-Bussereau ».

Et la campagne de signatures continue.

Après être aller soutenir les salariés d'Aker en grève, Yvon Renevot a pris rendez vous avec les salariés du Port Autonome pour échanger et exprimer la position des communistes dans la défense et le développement du service public maritime et fluvial.

■ Cuba : l'après Fidel



Fidel Castro a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat présidentiel. Eloigné du pouvoir des suites d'une longue maladie depuis 2006, le dirigeant cubain a déclaré qu'il ne souhaitait pas « s'accrocher au pouvoir ». Dans une lettre rendue publique, il évoque pour Cuba, un

« avenir difficile » qui « requerra des efforts intelligents de la part de tous ». Tous, à commencer par le gouvernement américain qui entretient toujours un blocus économique qui étrangle le peuple cubain. Dès lors, les élections tant à Cuba qu'aux Etats-Unis sont à observer de près. Le fait que Barack Obama indique que, s'il est élu, il reprendra le dialogue avec tous les Etats, y compris ceux considérés comme ennemis par l'administration Bush est source d'espoir. Pour le peuple cubain l'enjeu est de taille, il

s'agit de conserver les acquis de la révolution cubaine, et son indépendance face aux Etats Unis. Un changement à la tête des Etats-Unis pourrait sortir l'île de l'état de guerre dans lequel elle vit depuis 59 et ouvrir la voie aux aspirations légitimes du peuple cubain à vivre dans une société qui allie progrès social et libertés démocratiques.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

